

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 53

Excusés : 14

Absents : 13

REUNION DU 26 FEVRIER 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le LUNDI VINGT-SIX FEVRIER à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT FEVRIER DEUX MILLE VINGT-QUATRE, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GUYON Olivier, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARQUES Paulo, M. MORIN Sébastien, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges-Marie,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme VALLETON Martine, Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme ELSODY Arhella, M. RAMADIER Alain, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. SAULIERE Gilles, Mme JAOUANI Amel, M. DACHIVILLE Romain, Mme MOREAU Chantal, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme MENDES Odette,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme SAGO Aïssa, Mme YOUSSEF Mélissa,

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

M. EL KOURADI Fouad

DELIBERATION N°26 – RESSOURCES HUMAINES – INSTITUTION DE LA PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Olivier ATTIORI,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.712-1 et L.714-4,

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°2021-571 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis du comité social territorial du 31 janvier 2024,

Vu le budget de l'exercice en cours,

Considérant qu'il y a lieu de verser une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en vue de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics territoriaux ayant perçu une rémunération annuelle brute inférieure ou égale à 39.000 € sur la période allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Considérant qu'il appartient au conseil de territoire de déterminer le montant forfaitaire de la prime dans le respect du barème et des montants plafonds fixés par décret du 31 octobre 2023 susvisés.

Considérant qu'il appartient au conseil de territoire de déterminer les modalités de versement de cette prime avant le 30 juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240226-26-26-02-2024-DE
Date de télétransmission : 06/03/2024
Date de réception préfecture : 06/03/2024

Après en avoir délibéré,

- **Institue** la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle aux agents publics éligibles et précise les conditions et modalités de versement de cette prime conformément au décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023,

Bénéficiaires :

a) Cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est versée aux fonctionnaires territoriaux ainsi qu'aux agents contractuels de droit public du territoire qui remplissent les conditions cumulatives d'éligibilité suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale, un établissement public administratif ou un groupement d'intérêt public à une date à d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023,
- Être employés et rémunérés par le territoire à la date du 30 juin 2023,
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39.000 € au titre de la période de référence courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

b) Sont exclus du bénéfice de cette prime :

- Les agents contractuels de droit privé,
- Les vacataires,
- Les apprentis,
- Les stagiaires gratifiés,
- Les personnels éligibles à la prime de partage de la valeur prévue au I de l'article 1^{er} de la loi n°2022-1158 du 16 août 2022.

- **Détermine**, en fonction des niveaux de rémunération brute perçue par chaque agent sur la période allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, les montants forfaitaires prévus au I de l'article 5 du décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023,

Les montants de la prime sont en compris entre 300 et 800 € selon le niveau de salaire plafonné à 39 000 €.

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

- a) Lorsque l'agent éligible n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le territoire calcule le montant de la rémunération brute de référence de l'agent servant ensuite à déterminer le montant forfaitaire de la prime en divisant le montant de la rémunération brute de l'agent par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis en multipliant ce résultat par douze,

Le territoire proratisé ensuite le montant forfaitaire de la prime selon la quotité de temps de travail et la durée de l'emploi de l'agent auprès du territoire par application des règles prévues au point «proratisation du montant forfaitaire de la prime ».

- b) Lorsque l'agent éligible a été employé et rémunéré successivement par plusieurs employeurs publics au cours de la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le territoire ne verse la prime de pouvoir d'achat que s'il emploie et rémunère cet agent à la date du 30 juin 2023.

Dans ce cas de figure, il calcule le montant de la rémunération brute de référence de l'agent servant ensuite à déterminer le montant forfaitaire de la prime en divisant le montant de la rémunération brute de l'agent par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis en multipliant ce résultat par douze.


Le territoire proratisé ensuite le montant forfaitaire de la prime selon la quotité du temps de travail et la durée d'emploi de l'agent auprès du territoire par application des règles prévues au point «proratisation du montant forfaitaire de la prime ».

- c) Lorsque l'agent éligible est employé et rémunéré simultanément par plusieurs employeurs publics à la date du 30 juin 2023, le territoire calcule le montant de la rémunération brute de référence de l'agent servant ensuite à déterminer le montant forfaitaire de la prime en divisant le montant de rémunération brute de l'agent par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis en multipliant ce résultat par douze. Le territoire proratisé ensuite le montant forfaitaire de la prime selon la quotité de temps de travail et la durée d'emploi de l'agent auprès du territoire par application des règles prévues au point «proratisation du montant forfaitaire de la prime ».

Proratisation du montant forfaitaire de la prime

- a) En cas de temps partiel ou de travail à temps non complet sur la période de référence, le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail rémunérée sur la période de référence. Cette quotité correspond à la moyenne des quotités de travail mensuelles rémunérées par le territoire, appliquée au douze mois de la période de référence
 - b) En cas de durée d'emploi réduite impliquant une absence de rémunération sur une partie de la période de référence, le montant de la prime est fixé à proportion de la durée d'emploi rémunérée de l'agent sur la période de référence.
- **Verse** cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, en une seule fois, avant le 30 juin 2024, aux seuls agents publics éligibles qu'il emploie et rémunère au 30 juin 2023. Elle fait l'objet d'un arrêté individuel pour les agents éligibles après examen de leur situation individuelle. Cette attribution individuelle est forfaitaire de sorte qu'elle ne peut pas être modulée selon des critères étrangers au décret du 31 octobre 2023.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice en cours.

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA